

**CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL  
ET ENVIRONNEMENTAL**

**SESSION ORDINAIRE DE 2014**



**COMPTE RENDU INTÉGRAL**

Séance du 24 septembre 2014

---

*Débat d'actualité :*  
*L'islam de France : entre la crise des banlieues*  
*et les conflits du Moyen-Orient*

---



**SOMMAIRE**

<b>DÉBAT D'ACTUALITÉ L'ISLAM DE FRANCE : ENTRE LA CRISE DES BANLIEUES ET LES CONFLITS DU MOYEN- ORIENT. ....</b>	<b>5</b>
<b>INTERVENTION DE GILLES KEPEL, POLITOLOGUE, PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS, MEMBRE DE L'INSTITUT UNIVERSITAIRE DE FRANCE. ....</b>	<b>7</b>
<b>DÉBAT .....</b>	<b>21</b>



### Présidence de M. Jean-Paul Delevoye

*La séance est ouverte à quatorze heures trente.*

**M. le Président.** La séance est ouverte.

Je salue la présence en tribune de nombreux invités qui témoignent de l'intérêt suscité par nos débats.

Je salue également la présence des élèves de terminale des lycées Condorcet et Carnot qui viennent, en présence de leur proviseur, assister à cette conférence.

Mes chers collègues, je vous rappelle que notre assemblée plénière de ce jour sera consacrée à un débat d'actualité autour de *L'islam de France : entre la crise des banlieues et les conflits du Moyen-Orient*.

#### **DÉBAT D'ACTUALITÉ L'ISLAM DE FRANCE : ENTRE LA CRISE DES BANLIEUES ET LES CONFLITS DU MOYEN-ORIENT.**

**M. le Président.** Dans un premier temps, nous allons entendre Gilles Kepel, politologue, professeur des Universités, membre de l'Institut universitaire de France.

Monsieur Kepel, en notre nom à tous, je voudrais vous remercier du temps que vous avez bien voulu nous consacrer. L'actualité internationale donne une résonance particulière à votre intervention. On voit bien aujourd'hui les dangers dans lesquels peuvent se trouver nos démocraties qui, ayant perdu un certain nombre de convictions ou n'ayant pas la lecture des mouvements que vous décrivez, et qui ne respectent parfois ni l'histoire ni la géographie mais des courants philosophique ou religieux, voient naître un certain nombre d'incompréhensions, particulièrement préoccupantes pour la stabilité de nos pays.

En pleine crise économique, nous sommes en quête d'espérance. Nous sommes dans des moments où, pour caresser les plus bas instincts des peuples, nous pourrions être tentés de jeter en pâture un certain nombre de boucs-émissaires, que nous pourrions charger d'un certain nombre de maux dont ils sont absolument innocents et en aucun cas responsables.

Comme la France a un problème de conjugaison entre l'unité (à laquelle elle croit) et la diversité (qui en fait sa richesse), elle conjugue unité et uniformité, et est en train de créer des tensions sur des différences identitaires, qui peuvent être extrêmement préjudiciables quant à notre capacité à nous enrichir de la différence, plutôt que de la stigmatiser.

En même temps, il est difficile de comprendre les courants sunnites, chiites, le rôle des uns et des autres. Vous mettez en exergue la problématique de l'Iran, celle des frontières, établies après les conflits et qui sont en train d'exploser actuellement. Il est important pour nous de vous entendre sur les croyances d'un certain nombre de jeunes, même si elles nous surprennent.

Mes chers collègues, je voudrais que nous soyons, les uns et les autres, extrêmement attentifs aux propos de M. Kepel. En effet, il est facile de réagir, il est beaucoup plus difficile de nous donner la peine de comprendre. Or, on ne règle pas un problème dans la réaction, mais dans la compréhension. Vous allez nous aider, Monsieur Kepel, à décrypter et clarifier certaines positions, même si elles sont parfois difficiles à accepter car contraires à nos propres analyses.

Lorsque j'ai annoncé votre venue, l'assemblée, dans sa totalité, a été extrêmement sensible à l'intérêt que vous avez bien voulu lui porter. Monsieur Kepel, vous avez devant vous la totalité de la société civile organisée, celle qui vit et travaille dans les quartiers, représentant des jeunes, représentant du monde associatif... Nous souhaitons comprendre d'où provient la rupture de nos liens, quels sont les facteurs de violence (que nous n'arrivons pas toujours à comprendre), quels sont les décryptages, les lectures que vous pouvez nous donner afin de retrouver un projet collectif et républicain.

Hier, je manifestais ma totale incompréhension sur la dérive intellectuelle et journalistique lorsque j'ai découvert la « Une » d'un très grand journal, dont le crédit n'est pas à remettre en cause, le titre suivant : « *Les Juifs de France sont inquiets* ». Le lendemain, un intellectuel, présentant son livre, devant un journaliste renommé, parlait des « *Musulmans de France* ».

Ne laissons pas la France se déchirer par appartenances religieuses. Ce n'est pas « *Juif de France* », mais « *Français juif* ». Ce n'est pas « *Musulman de France* », mais « *Français musulman* ». Nous sommes tous, parfois, coupables d'humiliation – involontairement le plus souvent - lorsque nous parlons des Français de deuxième ou troisième génération, lorsque nous oublions toute la richesse que peut représenter, pour un homme ou une femme, la croyance en quelque chose, au service d'un idéal républicain.

Monsieur Kepel, je vous remercie d'avoir répondu favorablement à notre invitation. Je vous cède la parole et vous invite à prendre place à la tribune.

(*Applaudissements*)

**INTERVENTION DE GILLES KEPEL, POLITOLOGUE,  
PROFESSEUR DES UNIVERSITÉS,  
MEMBRE DE L'INSTITUT UNIVERSITAIRE DE FRANCE.**

**M. KepeL.** Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, ce débat revêt une acuité particulière, en ce jour où l'un de nos compatriotes vient d'être pris en otage en Algérie, où les familles s'émeuvent, où la situation nous renvoie des échos qui nous inquiètent énormément. Il ne se passe pas une journée sans laquelle le sujet, auquel vous consacrez votre séance de ce jour, ne soit pointé dans l'actualité, d'une manière ou d'une autre, sans que l'on arrive véritablement à le mettre en perspective.

Comme vous l'avez souligné très justement, Monsieur le président, la première difficulté à laquelle nous faisons face est une difficulté de compréhension pour arriver à situer des éléments qui nous sont fournis de manière éparse, par une actualité de plus en plus parcellaire, vivant au rythme de l'instant, une information chassant l'autre, dans un répit effréné, sans plus aucune hiérarchisation.

C'est là l'un des enjeux intellectuels difficiles de notre temps et, paradoxalement, c'est parce qu'il fournit un principe organisateur face à cet éparpillement des connaissances qu'un mouvement - qui peut nous paraître absolument monstrueux comme celui que l'on connaît sous son acronyme arabe de *Daech*, qui en arabe signifie « *l'état islamique en Irak et au Levant* », qui se fait appeler l'état islamique ou que l'on surnomme désormais les égorgeurs de *Daech*, du fait de la pratique de l'égorgement dont ils ont fait une sorte de spécialité montrable ou « monstrable » si j'ose dire - donc que ce mouvement fournit paradoxalement une sorte d'unité intellectuelle à ceux qui y adhèrent. Il donne un sens, aussi terrifiant fut-il, à leur existence qui leur permet de rassembler ces fragments épars de leur perception, en leur donnant le sentiment d'une sorte de romantisme - si j'ose employer ce mot dans un sens aussi terrifiant -, c'est-à-dire un engagement qui donne un sens à leur vie, qui leur permet d'arriver au triomphe de ce qu'ils croient être l'Islam, de la lutte contre le mal, de la victoire du bien en massacrant les impies, les impurs, etc.

En quoi ce mouvement de *Daech* est-il à la fois monstrueux et fascinant ? C'est que, s'il a séduit, selon les chiffres du ministère de l'intérieur, un millier de nos compatriotes - en incluant peut-être ceux qui sont partis pour la Syrie ou pour l'Irak afin de rejoindre d'autres groupes au départ, mais c'est lui qui est le principal aimant de cette limaille - c'est que non seulement il attire certains de nos concitoyens qui sont issus de l'immigration de deuxième ou de troisième génération - comme vous venez de le souligner, avec l'ambiguïté de ces termes - mais jusques et y compris des « *Français de souche* » qui, en une nuit, tout d'un coup, sur l'Internet, deviennent des adeptes du mouvement et que, parfois, la DRI rattrape à la frontière alors qu'ils allaient partir pour la Syrie.

Qu'est-ce qui fait qu'une personne dont le père était mécanicien et le grand-père ajusteur - va aujourd'hui se retrouver via l'internet femme de djihad - à Rabka ou ailleurs - et sera, peut-être, un jour bombardée par des avions français ? Qu'est-ce qui fait ce processus auquel on a l'impression de ne plus rien comprendre, pour lequel on n'a plus du tout les repères, les éléments d'analyse ?

C'est un peu de cela dont je voudrais parler aujourd'hui, en allant d'emblée au point le plus paradoxal, cette structure de *Daech*, l'état islamique, en termes empruntés à Max Weber qui est un peu un idéal type, c'est-à-dire qui pousse le raisonnement complètement à la limite, qui n'est pas représentatif mais qui, à partir du phénomène manifeste qu'il exprime, peut nous aider à comprendre des éléments de latence à l'intérieur de la société de manière plus large.

Dans quel contexte nous trouvons-nous à la fois au Moyen Orient - dans cette région qui, d'ailleurs, est en train de changer de nom aujourd'hui - et en France ? Comment les deux percolent, s'interpénètrent d'une manière que non seulement nous ne parvenons pas à penser, mais que nous n'arrivons quasiment plus à étudier ?

L'une des raisons pour lesquelles Jean-Paul Delevoye m'a fait l'infime honneur de m'exprimer devant vous aujourd'hui - outre ce qu'il a gentiment voulu dire sur ce que j'avais écrit - c'est également que le Premier ministre m'a confié une mission de réflexion et de prospective sur la façon dont, en France, nous percevons notre environnement méditerranéen et moyen-oriental. Les études sur les sociétés de notre environnement méditerranéen - jusques et y compris nos quartiers populaires, dont une partie de la population est originaire de ces régions - ne sont plus aujourd'hui ce qu'elles étaient ; c'est le moins que l'on puisse dire. L'institution à laquelle j'appartiens, Sciences Po, a fermé en décembre 2010 le programme d'études spécialisées sur le monde arabe - pour des raisons sur lesquelles je n'ai pas à m'étendre - alors même que, quelques jours plus tard, Mohamed Bouazizi s'aspergeait d'hydrocarbure à Sidi Bouid en Tunisie, commençant le cycle des révolutions arabes qui, elles-mêmes, allaient déboucher sur la fragmentation d'aujourd'hui.

Depuis cinq ans, je ne forme plus aucun spécialiste de la région, à Sciences-Po par exemple. Il en va de même dans un certain nombre d'autres institutions universitaires. Ma collègue de Paris IV et de l'Inalco, Mme Mayeur-Jaouen, a fait un rapport en ce sens très préoccupant. Nous sommes en train, sous la guidance du Premier ministre, de nous pencher sur cette question, afin de rendre à notre pays les instruments nécessaires pour arriver à penser ce type de phénomène.

Des instruments nécessaires qui concernent bien évidemment, dans un premier lieu, ce producteur du savoir qu'est - ou que devrait être, qui ne l'est plus vraiment du fait de politiques stupides - l'université, mais aussi de faire en sorte de nous préoccuper de quelque chose à laquelle nous sommes mal préparés - alors que d'autres pays comparables à nous sont beaucoup plus en avance dans ce domaine - à savoir le lien entre la connaissance, entre le savoir universitaire à un bout de la chaîne et les décideurs - vous-mêmes - les utilisateurs, les



décideurs politiques, économiques, professionnels, les organisations non gouvernementales et autres à l'autre bout de la chaîne. Il y a une incommunicabilité entre les deux. L'un des objectifs qui m'a été assigné, c'est d'arriver à rendre la connaissance plus accessible. C'est un peu l'exercice auquel je me livre aujourd'hui avec vous.

Comment penser l'ensemble de ce phénomène synthétiquement et globalement ?

Peut-être faut-il commencer par ce qui se passe aujourd'hui au Moyen Orient - car nous avons là des points de repère particulièrement saillants qui, peut-être dans une perspective didactique ou pédagogique seront plus faciles à appréhender - pour ensuite voir en quoi cela fait écho à la situation propre de la société française.

Il y a un siècle, vous le savez, débutait la Première Guerre mondiale, que l'on commémore abondamment aujourd'hui un peu partout. Au terme de cette guerre, la carte de l'Europe a été refaite, avec l'émergence de nouveaux pays nés du démantèlement de l'Autriche-Hongrie, par exemple la Tchécoslovaquie dont ma famille est originaire, je suis moi-même un enfant d'une énième génération d'immigrés, comme tant d'autres parmi-vous ici je suppose. Mais, elle a également provoqué le démantèlement de l'Empire ottoman et de ses frontières orientales, de ses territoires arabes. Ce démantèlement avait été pensé pendant la guerre par ce que l'on appelait les accords Sykes-Picot, du nom du secrétaire au *Foreign Office* Lord Sykes et de Georges Picot, locataire à l'époque du Quai d'Orsay, complété par la suite par la déclaration Balfour qui préconisait l'établissement d'un foyer national juif en Palestine.

Cet ordre, né des lendemains de la guerre de 1914-1918, a établi pour le meilleur ou pour le pire - sans doute souvent pour le pire, mais en fournissant une sorte de stabilité territoriale paradoxale - la carte du Moyen Orient telle que nous la connaissons *mutatis mutandis* jusqu'à une époque très récente. Or aujourd'hui, ce que nous voyons exploser, se défaire dans un grand choc de tectonique des plaques autour de nous, c'est cet ordre issu des accords Sykes-Picot et de la Première Guerre mondiale. Ces accords avaient prévu que les provinces arabes, l'Empire ottoman du Levant - ce « *Levant* » qui figure à travers le mot arabe *Cham* dans l'intitulé de ce fameux État islamique, État islamique en Irak et au Levant - étaient placés sous mandat de la France et de la grande Bretagne.

De cela est issue - avec les éléments que l'on a connus ensuite au moment de la Seconde Guerre mondiale, création du Liban, d'Israël, etc., - la carte d'aujourd'hui. Les accords Sykes-Picot ne prévoyaient pas d'État kurde ; cela avait été prévu au traité de Sèvres puis supprimé au traité de Lausanne car entre-temps Atatürk avait récupéré une partie de l'Empire ottoman. C'est cela qui a donné la Syrie, l'Irak, etc., que l'on connaissait jusqu'au début des révolutions arabes.

Aujourd'hui, la Syrie est coupée au moins en deux, selon l'axe nord/sud de l'autoroute entre Alep et Damas ; l'Irak est coupé au moins entre trois entre le Kurdistan quasiment autonome, l'état chiite officiel - avec Bagdad comme capitale dans l'est du pays collé à l'Iran et contrôlant l'essentiel des hydrocarbures, les Kurdes contrôlant le reste - et un état sunnite sur lequel *Daech* a établi son emprise aujourd'hui, qui représente à peu près 20 % de la population mais plus du territoire et un territoire sur lequel il y a très peu de pétrole.

Combien y aura-t-il d'Irak dans un an et de Syrie ? Où seront les frontières ? Je n'en sais rien. Je ne me hasarderai pas du tout à vous dire à quoi va rassembler cette carte.

On a cet élément d'instabilité fondamentale, qui est aujourd'hui récupérée et nourrie par un groupe djihadiste radical qui a poussé ses tentacules jusque dans les sociétés européennes.

Cela nous interroge et pose le problème de notre responsabilité d'autant plus lorsqu'elle s'inscrit dans une opération militaire. En effet, la France a choisi de participer aux côtés des États-Unis - et à partir de la base militaire qu'elle a établi à Abu Dhabi - à la coalition internationale qui bombarde les bases de l'État islamique en Irak, comme cela a été le cas récemment, la France ayant fait décoller ses Rafale pour des premières missions de bombardement la semaine dernière. Mais, comme vous l'avez vu, ces missions de bombardement se sont étendues il y a deux nuits en Syrie ; la Syrie dont le Président Poutine avait dit qu'il n'était pas question que l'on franchisse l'espace aérien car ce serait un *casus belli*. On voit aujourd'hui que cela a été fait par des avions américains avec appui arabe.

On est dans une situation très compliquée où l'intérieur et l'extérieur s'enchevêtrent.

On a annoncé, juste après le début des frappes françaises, l'enlèvement d'un de nos compatriotes en Kabylie. Une région où je me trouvais moi-même quelques jours auparavant - mais sous forte escorte - dans le village natal d'un de nos grands penseurs méconnu, peu écouté, né en Kabylie ayant fait toute sa carrière en France, à l'université et inhumé au Maroc : Mohammed Arkoun, dont je publie, aux Éditions Puf, une biographie par sa fille ces jours-ci.

Un de nos ressortissants, un de nos concitoyens pris en otage dans un pays qui n'a rien à voir avec le Levant, l'Algérie, avec comme menace sur sa vie la contrepartie que la France doit cesser de bombarder l'État islamique en Irak, avec une adhésion à cet état islamique par des maquisards qui, pour la plupart, mélangent l'islamique et une forme d'irrédentisme kabyle des montagnes du Djurdjura, qui apparemment n'a pas de rapports avec les enjeux irakiens, mais qui à travers *Facebook*, *Tweeter*, *Youtube* s'inscrivent dans cette espèce d'univers global fournissant des références transfrontalières, non seulement à l'échelle du monde arabe, mais aussi dans ces modes d'interpénétration pervers qu'il y a entre ces deux univers alors que, pourtant, il existe un grand nombre de modes d'interpénétration qui sont vertueux, mais que nous ne savons pas mettre en œuvre faute de savoir les penser.

En continuant sur la carte du Moyen-Orient aujourd'hui, on peut se poser la question de savoir si les États Arabes producteurs de pétrole et pétro-monarchies du Conseil de coopération des états arabes du Golfe (le CCEAG) - que l'on appelle aussi le Conseil de coopération du Golfe, ou par son acronyme anglais de GCC (Arabie Saoudite, Koweït, Qatar, Émirats arabes, Bahreïn et Oman) - dans quelle mesure ce syndicat des plus gros exportateurs d'énergie de la planète - dont dépendent une grande partie des équilibres de l'économie mondiale et votre capacité à rejoindre le Conseil économique, social et environnemental dans un véhicule à moteur à explosion - dans quelle mesure est-ce que, dans les années qui viennent, cette instance de régulation politico-économique des marchés de l'énergie sera toujours fonctionnelle ?

Ce n'est pas du tout sûr. Aujourd'hui, par exemple en Libye, un pays dont la décomposition nous préoccupe très fortement. Elle est le vecteur de flux énormes d'émigration clandestine venue de l'Afrique à travers des rafiots qui traversent la Méditerranée vers Lampedusa ou vers le sud de l'Italie ; avant que les malheureux qui ont réussi à échapper aux tempêtes ne soient réexpédiés à diverses flux de passeurs qui enrichissent les mafias locales jusqu'à Calais - dont vous savez que c'est un problème de nouveau pour nous - ou vers d'autres pays. La Lybie, qui est un énorme facteur de déstabilisation, à la fois pour l'Europe et l'environnement nord-africain : les frontières algériennes sont aujourd'hui menacées par l'irrédentisme du sud libyen, on l'a encore dit abondamment en Algérie la semaine dernière.

Tout cela est un lieu d'affrontement aujourd'hui entre deux pays du Conseil de coopération du Golfe.

Les milices qui se battent avec des missiles volés dans les arsenaux de feu le Colonel Kadhafi en Libye, les milices qui sont d'un côté de la ville de Zintan dans le djebel Nefoussa (la montagne berbère près de la frontière tunisienne) et de Misrata, la grande ville commerçante du centre de la Lybie, sont aussi soutenues respectivement par les Émirats arabes unis, l'Arabie Saoudite et l'Égypte d'un côté, celle de Zintan et par le Qatar de l'autre, celle de Misrata.

C'est la première fois que l'on a deux pays du Conseil de coopération du Golfe qui se font la guerre par procuration dans un autre pays arabe. C'est évidemment un facteur de déstabilisation préoccupant qui est aujourd'hui mal pensé.

Il est mal pensé aussi de notre faute car l'effondrement de la Libye aujourd'hui est le produit direct de l'intervention occidentale, dont je ne dis pas qu'il ne fallait pas le faire. Kadhafi était un monstre. J'ai ce souvenir un jour de m'être trouvé à Tripoli. Kadhafi avait déjà fui Tripoli mais il était toujours vivant. Nous étions avec le ministre du commerce extérieur de l'époque, Pierre Lellouche, et une délégation d'hommes d'affaires. Nous nous étions adressés au ministre du pétrole (un métier qui ne durait guère plus de 15 jours à ce moment-là), originaire de Bengazi, la grande ville de l'est libyen (la montagne verte).

Ce jour-là, lui-même, qui avait fait des études en Amérique était revenu à Bengazi. Il avait fui la ligne de front dans les villes pétrolières au milieu de la Lybie, face aux attaques des colonnes blindées de Kadhafi qui avaient renversé les premières lignes de combattants improvisées et qui marchaient vers Bengazi. Il nous a raconté : *« Je suis monté sur le toit de ma maison à Bengazi. J'ai regardé (c'est un homme très pieux, plutôt d'obédience des Frères Musulmans) au loin, j'ai vu la colonne de fumée qui s'élevait. C'étaient les chars de Kadhafi qui arrivaient. On savait qu'on allait tous y passer. Nos femmes et nos filles seraient violées et nous serions égorgés. J'ai levé les yeux au ciel pour prier et j'ai vu quelque chose qui scintillait dans le ciel, c'étaient les Rafales et les Mirages français qui ont, en quelques secondes, transformé ce nuage de poussière en une colonne de feu. Nous avons été sauvés ».*

Son discours était poignant. Cet homme, sa famille et Benghazi ont été sauvés par l'intervention militaire française, anglaise et avec ce concept en théorie de sciences politiques du président Obama qui s'appelait *« Guider en étant derrière »*.

Il fallait détruire le système Kadhafi même s'il y avait d'autres considérations opportunistes. Le non-accompagnement politique de la destruction du système Kadhafi était lié probablement au fait que l'exemple irakien était dans toutes les mémoires. Chaque jour, pendant l'invasion et l'occupation américaine de l'Irak à partir de 2003 - à laquelle le président Chirac n'avait pas voulu associer la France - le *New York Times* publiait quatre, cinq ou six noms de lieutenants de l'Ohio ou autres tombés en mission pour une mission que plus personne ne comprenait aux États-Unis. Qui appuyait-on ? Les Sunnites, les Chiïtes ?

Les Américains en ont retiré des dépenses considérables, plusieurs milliers de morts et un pays qu'ils ont livré, ne pouvant faire mieux, au voisin iranien, leur principal ennemi.

Pour éviter ce genre d'erreur, de morts et de dépenses, l'on a bombardé la Libye mais on n'a pas pensé les moyens de faire coïncider le succès militaire avec la victoire politique et l'institutionnalisation. Nous arrivons aujourd'hui à cette espèce de chaos qui menace l'Afrique du nord - qui est une partie de nous-mêmes, de notre passé, de notre présent et sans doute une partie de notre avenir - ainsi que la malheureuse Libye.

On voit le défaut de fonctionnement dont nous sommes en partie responsables puisque nous étions parmi les leaders. On a un vrai souci. On a un défaut de notre mode de connaissance, de fonctionnement et de l'articulation entre la décision politique, exécutive et aussi législative car elle est censée contrôler le politique et la connaissance.

Ce genre de hiatus, de gouffre entre l'un et l'autre n'a jamais été aussi profond alors que l'on pourrait penser qu'avec les instruments postmodernes du savoir, le « double clic » qui donne l'illusion de la connaissance universelle sans bouger de chez-soi, tout cela serait résorbé. Eh bien, non. C'est là, le dilemme auquel nous sommes confrontés aujourd'hui.

Cette situation de chaos du Moyen-Orient, dont *Daech* est l'expression, s'est développée à la suite de ce que l'on a appelé, dans une sorte d'enthousiasme beau et peut-être un peu naïf, «*Les printemps arabes*». On a une paresse métaphorique de l'esprit. On se réfère à ce qui est déjà connu et on rapporte le nouveau à du déjà connu, ce qui évite de le penser et d'engager des frais nécessaires pour le penser.

Le printemps, c'était comme le printemps de Prague. Des États dictatoriaux allaient devenir des démocraties. Le monde arabe était le seul à ne plus être démocratique. La Grèce, le Portugal, l'Espagne étaient tombés, puis les pays de l'Europe de l'est. C'est ce que l'un des intellectuels américains le plus en vue, Francis Fukuyama, appelait la fin de l'histoire. Le monde entier allait adopter, après la fin de l'Union soviétique, une sorte de modèle américain avec des partis démocrates et républicains un peu partout et tout irait bien. C'était en train de se passer dans le monde arabe.

L'année d'après, cela n'a plus été cela. Les premiers incidents ont commencé à apparaître avec l'avortement de la Révolution au Bahreïn, pour cause de majorité chiite car les sunnites du Golfe craignaient que cela ne devienne un «*cheval de Troie*» de l'Iran chiite dans le fond du golfe arabe. La guerre civile au Yémen et la guerre civile en Syrie entre Chiites et Sunnites, entre Alaouites - proches du président Hassan, soutenus par les minorités chrétiennes et un certain nombre de Sunnites alliés de l'Iran - et une grande masse de la population sunnite qui a pris la rébellion avec l'appui de l'Arabie Saoudite et de quelques autres pays.

Dans ce contexte, il était frappant qu'au discours enthousiaste, naïf de la fin de l'histoire de Fukuyama s'est substitué l'autre discours du clash des civilisations connu par son promoteur, le professeur Samuel Huntington – décédé depuis - pour lequel, en réalité, après la chute du mur de Berlin, il y a un nouveau clivage, celui du monde civilisationnel - ce qu'il appelle «*L'ouest*» - contre le reste ; c'est-à-dire le monde judéo-chrétien contre le monde musulman allié au confucianisme.

C'est ce qu'Émile Durkheim, notre grand sociologue français, appelait des prénotions, des sortes de concepts grossièrement formés qui nous servent à penser la réalité sans que nous les ayons réfléchis. C'est le sens commun qu'on a fait monter au niveau de la catégorie qui nous permettait de penser.

La «*fukuyamite*» et la «*huntingtonose*» sont les deux maladies intellectuellement transmissibles les plus dangereuses qui nous soient arrivées des États-Unis. Celles qui nous égarent et nous ont empêchés de penser ce qui se produit aujourd'hui.

Pour arriver à penser ce type de phénomène, il faut connaître les sociétés, apprendre leurs langues, connaître leurs modes de fonctionnement, leurs réflexes, leurs visions d'elles-mêmes et des autres. Tout cela demande de l'énergie, des investissements, un travail, des universités, une mise en rapport du savoir produit par l'université avec la décision politique et économique.

Cela n'est pas fait et, au contraire, nous sommes en plein dans la mauvaise direction. L'anecdote sur Sciences-Po que j'ai mentionnée tout à l'heure l'indique éloquemment.

C'est l'un de nos principaux défis aujourd'hui. Le CESE est particulièrement cardinal en toute laïcité dans ce processus, parce qu'il est à la cheville ouvrière, entre les décideurs politiques et entre la société civile - dont vous êtes les représentants ici, comme l'a rappelé le président Delevoye en introduction - pour arriver à mettre en œuvre une vision différente.

Essayer de retrouver cet effort national de connaissance de production du savoir qui, si nous ne le faisons pas, va entraîner notre pays dans le déclin et la perte de sa place.

En effet, la perte de connaissances est une perte de compétitivité considérable. Que va-t-il nous rester si nous ne faisons pas attention à ce qui passe dans notre monde universitaire ? Si l'université continue à être méprisée comme aujourd'hui ? Nous allons nous enfoncer. Et ce n'est pas en la sacrifiant que notre société va progresser, bien au contraire.

Que se passe-t-il maintenant à l'intérieur de la société française, en écho de ce qui se produit au Moyen-Orient ? L'enquête à laquelle le Président Delevoye a fait tout à l'heure aimablement référence - qui vous est proposée à travers cet ouvrage intitulé *Passion française* que j'ai signé aux éditions Gallimard il y a quelques mois - est partie d'un constat ; constat en apparence plutôt rassurant, il n'y en a pas beaucoup, profitons-en : aux élections législatives de 2012, sur un peu plus de 6 600 candidats, environ 400 étaient issus des populations venant de l'immigration pour l'essentiel maghrébine, principalement algérienne, puis marocaine, tunisienne et sub-sahélienne ; les autres étant présentes aussi mais beaucoup plus faiblement. C'était la première fois que ce phénomène se manifestait avec cette ampleur. Jusqu'alors, la population concernée, qui avait commencé à acquérir significativement la nationalité française par diverses procédures - le double *jus soli* pour les Algériens dont les parents étaient nés sur un territoire qui était la France avant 1962, ce qui n'était pas le cas pour les Marocains et Tunisiens, ou les procédures de naturalisation, de réintégration et autres - avait commencé à devenir majoritairement française à partir du milieu des années 80. Mais elle se tenait à l'écart de la vie politique institutionnelle : elle n'était pas inscrite sur les listes électorales, donc ne votait pas et n'était pas en position d'être éligible. Cela a été le cas très largement jusqu'aux grandes émeutes de l'automne 2005 qui ont commencé à Clichy Montfermeil, une agglomération à laquelle j'ai consacré aussi des travaux auxquels M. Delevoye s'est intéressé : *Quatre-vingt-treize* et *Banlieue de la République*.

Après les émeutes de 2005, un certain nombre d'associations de quartier ont appelé les jeunes - vivant notamment dans ces quartiers populaires et pour une grande partie d'entre eux issus de ces flux migratoires à l'échelle d'une ou deux générations - à s'inscrire sur les listes électorales et à participer au politique plutôt qu'à exprimer leurs revendications dans la rue en brûlant des voitures.

Cela a eu un effet à l'élection présidentielle de 2007, mais pas dans le sens de ce que voulaient beaucoup d'entre eux. La première véritable entrée significative des élus provenant de ces populations dans les assemblées élues a eu lieu aux municipales de 2008 où les maires - pour de bonnes ou de mauvaises raisons - afin de prévenir la récurrence d'émeutes comme en 2005, vont faire en sorte que des personnes issues des quartiers sensibles fassent partie des conseils municipaux. Puis, on va avoir ces candidatures aux législatives de 2012 et, de nouveau, des candidatures aux municipales de 2014.

Bien sûr, la photographie de ces assemblées élues -certainement pas de l'Assemblée Nationale - n'est pas totalement superposable à celle de l'équipe de France de football. Il n'est pas nécessaire d'ailleurs qu'il en soit ainsi : l'équipe de France de football - pour des raisons qui tiennent au sport, aux carrières et autres - se situe à un extrême de la société et c'était le cas dans le passé avec d'autres populations issues d'autres immigrations à l'époque également. Néanmoins, elles se rapprochent un peu et ne se situent plus complètement aux deux extrémités du spectre comme c'était le cas autrefois.

Cette participation existe et c'est une bonne chose : cela signifie que le pays légal se rapproche du pays réel. Sans cela, évidemment, la seule variable d'ajustement était l'émeute, comme c'était le cas en 2005. Toutefois, il faut bien voir que, par-delà la fonction vertueuse, civique, satisfaisante de ce phénomène, là encore notre société politique n'a pas su accompagner l'insertion politique - institutionnelle d'un côté, économique et sociale de l'autre - des populations issues des quartiers populaires. Il faut faire ici très attention à ne pas considérer que les quartiers populaires sont peuplés aujourd'hui exclusivement de jeunes issus de l'immigration ou, comme on le disait sous le quinquennat précédent - aujourd'hui le terme est tombé en désuétude et est passé de mode - de la diversité. En effet, il y a aussi dans ces quartiers populaires des populations originaires de la Gaule depuis l'époque historique - sinon préhistorique - et qui n'en sont pas moins dans des situations de très grande précarité, qui se posent des questions majeures sur leur devenir social. Ceux d'entre vous qui êtes issus de cet univers et qui le suivez à travers le monde du travail ou du non-travail, de l'associatif, le savent parfaitement. Et à introduire - jusques et y compris dans notre regard, fut-il empreint de bienveillance - ce type de clivages, on en fabrique d'autres et on les exacerbe. Les scores que réalise un parti d'extrême-droite aujourd'hui, en faisant fonds sur le désenchantement des couches populaires issues de la France - si j'ose dire, même si les autres le sont aussi mais de peau blanche pour le dire plus simplement - sont aussi l'effet pervers de ce regard clivant et, fut-il positif, discriminatoire que certains portent sur notre société.

Toujours est-il que, me semble-t-il, quand on regarde ce qui s'est passé depuis les années 80 jusqu'aux émeutes de 2005, on ne peut qu'être frappé par le fait que le problème n'a pas bien été traité.

Après la célèbre « *Marche pour l'égalité et contre le racisme* » qu'on appelait à l'époque - peut-être plus justement pour caractériser son originalité - « *la marche des beurs* » de la fin 1983, les marcheurs qui exprimaient leur volonté d'entrer dans le politique n'ont pas été pris au sérieux. Ils ont été marginalisés, folklorisés à travers un certain nombre d'associations qui faisaient davantage des fêtes et qui servaient tel ou tel objectif politique plus large à l'époque.

Et ces jeunes élites issues des quartiers populaires, ces élites en gestation, ont été maintenues à la marge. Beaucoup d'entre elles ont basculé dans la désespérance sociale, la toxicomanie et autre. C'est quelque chose que j'ai remarqué et touché du doigt en passant une année à Clichy Montfermeil au début de cette décennie.

Face à cette désespérance, à ce sentiment de marginalisation, d'absence de dialogue avec les institutions, des mouvements de réaffirmation d'identité religieuse ont mis à profit cette relégation pour fournir, face à l'identité de la République et de ses institutions sociales, une alternative qui se présentait comme plus valorisante, plus sociale, porteuse d'un plus grand espoir. Parallèlement à cette progression de citoyenneté, on a eu la progression, dans des quartiers - dont les institutions s'étaient largement désintéressées - de formes d'identité sociale qui ne passaient plus par les identifications par le travail - parce qu'il n'y avait plus de travail - et par le monde syndical. Des identités qu'on recréait, des communautés qu'on recréait, sur une base d'affirmation religieuse, parfois vertueuse, gérant la paix sociale et le rapport de l'homme à Dieu en complémentarité du rapport de l'homme à la société, mais parfois aussi en rupture, avec en alternative un discours d'opposition à l'Occident impie, mécréant, avec la constitution de communautés de rupture valeureuses et vertueuses face à la débauche et à la déréliction universelle.

Et ce phénomène a progressé en même temps que la conscience politique. Je n'ai pas le temps d'entrer dans le détail - je vais bientôt clore ce propos -, mais il est à prendre en compte lorsque les élections se produisent. Elles sont porteuses de cette vertu républicaine, de l'émergence sans doute insuffisante d'élites élues qui ne sont pas les élues d'une population, d'une communauté, qui sont des élus nationaux, comme tout le monde l'est, mais - et c'est tout à fait normal, dans leur identité, en fonction de là d'où elles viennent - portent des sensibilités, des origines, des langues dont le composite, si j'ose dire, forme le corps élu.

Autant, lors des élections législatives de 2012, on a vu essentiellement des élus nationaux parce que les circonscriptions sont plus amples et l'enjeu y est plus propice, qui avaient été socialisés par les grands partis - socialiste principalement pour les élus, mais aussi UMP, centristes, écologistes et autres -, autant, aux élections municipales de 2014, on a vu comment, au contraire, un certain nombre de bastions traditionnels de la gauche, voire de la « *ceinture rouge du Parti communiste* », comme Bobigny - qui est « rouge » depuis que le communisme existe - ou Aulnay-sous-Bois, ont basculé dans l'autre camp à la suite d'une abstention massive des couches populaires.



À l'inverse, en 2012, pour la présidentielle, quand on a commencé à comptabiliser le « vote musulman » en France, les sondeurs qui l'ont fait - puisque le recensement interdit de poser la question confessionnelle - ont, avec des instruments plus ou moins fiables, les uns et les autres, établi qu'entre 85 et 92 % de ce vote dit « musulman » était « Hollandais ».

Or, cela n'a plus été le cas en 2014, un certain nombre d'associations islamiques des quartiers populaires ayant fait explicitement campagne contre le parti au pouvoir, accusé - à cause de la loi légalisant le mariage pour tous - de favoriser le mariage homosexuel, de corruption sur la terre, d'impiété.

Cette vision est importante. Ce n'est pas elle qui a fait le changement des urnes, bien sûr, mais elle a joué et, quand l'abstention est massive, quand les élections se gagnent à la marge, cela n'a pas été sans effet. Du reste, un certain nombre de représentants de ce tissu associatif ont été inclus dans les conseils municipaux, parfois en très bonne position, après le résultat des élections.

Ce phénomène est intéressant pour notre propos parce qu'il nous ramène à ces sentiments selon lesquels le monde est divisé entre purs et impurs, entre corrupteurs et misérables, entre manipulateurs et manipulés. Comme le disait l'Ayatollah Khomeiny autrefois, ces clivages « *entre arrogants et déshérités* » reprennent pour partie les clivages sociaux d'antan entre « *opprimés et oppresseurs* », si vous voulez, mais qui, au lieu de les formuler en catégories sociales, mélangent social et morale, ou social et culture.

C'est cela qui est aujourd'hui très présent dans le monde populaire, qui se mélange à la représentation politique. Je n'insisterai jamais assez là-dessus : à côté de la dimension très vertueuse qui est celle de la participation politique et de l'accès aux assemblées élues de l'ensemble de nos concitoyens, une barrière a été franchie après 2005 et c'est une excellente chose.

Cela introduit un certain nombre de ferments, de clivages en termes culturels qui vont trouver une chambre d'écho à travers le monde numérique, à travers la généralisation de *Twitter*, de *Facebook* et de *YouTube*, de projections sur le théâtre d'affrontements, de champs de bataille du Moyen-Orient, ce dont *Daech*, d'une certaine manière, est le nom.

Quelques mots pour finir sur ce phénomène.

Ce phénomène *Daech* est, si je puis dire, un *business model* nouveau par rapport à *Al Qaïda*.

Autant les gens d'*Al Qaïda* sont des gens de mon âge, si j'ose dire - Al Zawahiri, le bras droit de Ben Laden, a quelques mois de différence avec moi, c'est un jeune sexagénaire ou un vieux quinquagénaire - autant ceux de *Daech* ont dix ans de moins ; donc le renouvellement de génération s'est effectué. *Al Qaïda*, c'était l'enfant d'Internet et d'*Al Jazeera* ; *Daech* est l'enfant de *YouTube*, de *Twitter* et de *Facebook*.

*Al Qaïda* était un modèle pyramidal, léniniste, si j'ose dire. Ben Laden et Al Zawahiri payaient des billets d'avion, des cours de pilotage, désignaient des cibles - les tours jumelles, le Pentagone etc. - envoyaient des exécutants, faisaient une opération spectaculaire qui occupait les écrans, mais qu'ils ne revendiquaient pas, espérant ainsi galvaniser des masses qui allaient les rejoindre, franchir la barrière de la peur et de la domination et, ainsi, faire exploser l'humanité et aboutir à un univers sous leur guidance.

Ce modèle a, dans un premier temps, pris au dépourvu les États occidentaux, puisque les armées occidentales étaient faites pour détruire les chars russes qui allaient traverser la Pologne et écraser Moscou sous les bombes ; il n'y avait ni chars ni territoires dans le royaume virtuel, le califat virtuel d'Oussama Ben Laden. Il a fallu bien du temps pour que les services occidentaux apprennent à tarir les flux d'approvisionnement, interrompre les chaînes de commandement, etc.

Cela a été fait plus ou moins et le *business model* d'*Al Qaïda* est devenu obsolète aujourd'hui, la mort de Ben Laden, qui a eu lieu alors qu'il était déjà mort politiquement en étant l'expression, mais une expression, d'une certaine façon, *ex-post*.

En effet, dès 2008 - j'avais traduit ces écrits dans un livre que j'ai publié cette année-là sous le titre *Terreur et martyr* -, un nouvel idéologue était apparu, un certain Abou Moussab al-Souri, Syrien, comme son nom l'indique, ingénieur, né à Alep, formé en France - à Nancy je crois, je n'en suis pas complètement sûr - ensuite citoyen espagnol par son mariage avec une ancienne gauchiste de ce pays (donc qui pouvait voyager plus facilement), dûment convertie et « niqabisée » par la suite, opposé au modèle pyramidal de Ben Laden, plus sur un modèle réticulaire, en réseau, horizontal.

Au lieu de faire des attentats spectaculaires pour recruter, on allait d'abord recruter des individus qui seraient formés, endoctrinés à la base, coupés de leur environnement mental et entraînés militairement sur les champs de bataille du Moyen-Orient et qui, ensuite - avec un privilège pour le recrutement de Musulmans européens - seraient réinjectés, réinoculés dans leurs pays d'origine pour faire exploser ceux-ci.

C'est le modèle que l'on va voir chez Mohamed Merah et Mehdi Nemmouche. C'est ce qui inquiète aujourd'hui énormément les services de sécurité à l'intérieur de l'Europe avec les gens qui rentrent à travers les frontières. Vous avez vu pour l'anecdote que, parfois, une panne informatique peut ne pas rendre possible ces arrestations, comme cela s'est passé à Marseille hier soir ; à moins que ce soit la grève des pilotes, mais c'est une autre question, que je ne voudrais pas aborder ici.

Quel est le problème ?

Après des attentats spectaculaires comme ceux du 11 septembre, il y a un autre type, un autre mode de fonctionnement. Ces individus comme Nemmouche et Merah sont formés pour taper dans leur environnement à bas coût et sans ordres qui puissent être identifiés - par les services de renseignement, par les filtres d'Internet, par la NSA et les services identiques - ou dont les flux financiers pourraient être taris par les instruments de surveillance des flux bancaires. Donc, peu d'investissements, et on va tuer dans son environnement.

Les textes en ligne d'Abou Moussab al-Souri sont très clairs. Qui sont les cibles ? Les Juifs, d'abord, pas dans les établissements culturels - il faut garder Dieu à Dieu - mais dans les centres communautaires ; Merah à l'école de Toulouse, Nemmouche - si c'est bien lui - au musée juif de Bruxelles.

Les soldats apostats, c'est-à-dire originaires du monde musulman, servant sous l'uniforme impie ensuite. C'est Merah à Montauban, tuant des soldats, pour l'essentiel maghrébins, et quelques Antillais qu'il avait pris pour des Maghrébins. Ce sont les grands événements sportifs. Ce sont les frères Tsarbaev, à Boston, s'attaquant au marathon. Là encore, de faibles investissements, un effet de panique, moins spectaculaire que le 11 septembre, mais le sentiment que l'ennemi est partout, qu'il est parmi nous. On assiste à une sur-réaction des sociétés européennes, qui sont tentées de mettre en œuvre ce que leurs adversaires appelleront l'islamophobie, (un terme que je n'utilise qu'avec prudence), et donc, par contrecoup, à une solidarité entre Musulmans avec les plus radicaux, car ils se sentent persécutés par la société globale.

Voilà le schéma mis en place par Moussab Al-Souri dès 2008, que j'avais traduit à l'époque sans penser qu'il aurait une telle importance six années plus tard. Or, c'est ce qui est en train de se passer.

Bien sûr, nous pouvons nous en prémunir. Cependant c'est assez complexe, car cela nécessite une politique attentive aux frontières.

Ce schéma présente aussi un certain nombre de faiblesses pour *Daech*, car ils occupent un territoire et peuvent être bombardés. Ce qui est en train de se produire.

Contrairement à Ben Laden, ils revendiquent leurs actions. Les égorgements sont produits en public et immédiatement revendiqués. Le 11 septembre, rappelez-vous, n'avait pas été revendiqué ; cela faisait partie de l'écran de fumée. On égorge, on tue, on purifie tout adversaire, que l'on déshumanise. Les égorgements se produisent exactement comme se produisent les égorgements d'animaux. Ce ne sont pas des égorgements humains. En arabe, on utilise deux termes dont la racine verbale désigne l'égorgement de la bête sacrificielle, comme ce sera bientôt le cas pour les fêtes de l'Aïd.

Vous avez peut-être vu ses images épouvantables, après la prise de la base de Rabka (dans l'Est syrien), laquelle a été bombardée hier parce que devenue « la place forte » de l'État Islamique. Les soldats syriens apostats, qui avaient été pris et qui s'étaient rendus, ont été déshabillés, contraints de courir en caleçon dans le désert avant d'être mitraillés.

Dans la vision du monde rigoriste islamique - celle des mouvements les plus rigoristes - tout ce qui se situe chez l'homme entre les genoux et la ceinture fait partie des *pudenda*, c'est-à-dire les parties du corps que la pudeur ne permet pas de montrer. Cet été, on a recensé de nombreux cas de jeunes qui, soumis à l'influence de ces mouvements salafistes, portaient, à la piscine, des pantalons jusqu'à la cheville (au mépris de toutes les règles d'hygiène), et refusaient de porter un maillot de bain, dans le but de respecter les injonctions qu'ils croyaient être celles de la religion.

Des individus que l'on fait courir en exhibant leurs *pudenda* à la caméra ne sont plus des êtres humains. Ils sont déshumanisés. Ce sont des animaux : on les massacre comme on abat un mouton.

C'est particulièrement frappant. L'objectif est de séduire les esprits faibles, de leur redonner le sentiment qu'il existe un bien et un mal, qu'il n'y a plus de relativisme, que l'on est une communauté de purs et de vertueux contre les corrupteurs, contre ceux qui favorisent le mariage entre personnes du même sexe, contre ceux qui massacrent les musulmans, etc.

L'effet d'horreur est également un effet de répulsion extrêmement fort. C'est là qu'il existe des modèles alternatifs à créer. Dans le cadre de la mission qui m'est impartie - et à travers les discussions que j'ai eues, la semaine dernière, en Algérie et au Maroc, avec des intellectuels, des universitaires mais aussi des responsables religieux - j'ai compris que la question se posait également pour eux. Ce n'est pas seulement en France, en Angleterre ou en Belgique que reviennent les combattants de *Daech*. Ils sont plusieurs milliers à être partis de Tunisie, du Maroc et d'Algérie. C'est aussi un très grand souci pour nos partenaires de la rive Sud, de la rive d'Afrique du Nord de la Méditerranée.

Voilà l'état du puzzle, tel que j'ai essayé de le reconstituer pièce par pièce, et auquel nous sommes aujourd'hui confrontés. La solution n'est évidemment pas simple. Comment pouvons-nous faire ? Nous n'avons pas été préparés. Nous n'avons pas appris cela (ni à l'école ni au lycée). Nous n'arrivons pas à penser ce genre de chose car nous n'avons pas acquis la connaissance. Je suis spécialiste de ces questions car c'est mon domaine. Cependant, ce sont des études qui ont été complètement marginalisées par la machine universitaire.

La manière de penser le monde aujourd'hui doit être renouvelée en profondeur. Sans cela, nous nous heurterons à de très grosses difficultés. Nous sommes confrontés à de nouveaux défis avec les changements tectoniques qui se produisent dans notre environnement, dans ce que l'on appelle le partenariat méditerranéen (nos rives sud et est), d'où proviennent non seulement une grande masse de notre immigration, mais également une grande partie de notre jeunesse. Le taux de reproduction des sociétés européennes est au-dessous de 2 (inférieur au taux de renouvellement). Ce sont donc des questions auxquelles nous sommes aujourd'hui confrontés et que nous nous sommes mis à penser avec retard.

Je remercie Jean-Paul Delevoye et son équipe d'avoir montré que le Conseil économique, social et environnemental était pionnier dans les réflexions, dans l'interaction entre les assemblées élues et les institutions de la société française. Je le remercie de m'avoir donné l'opportunité de m'adresser à vous. Je suis maintenant à votre disposition si vous avez des remarques, des critiques et des questions, sans oublier de vous remercier pour m'avoir écouté dans un silence que, dans cette assemblée laïque, je n'ose pas qualifier de religieux !

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** Merci Monsieur Kepel. Nul doute que la richesse de vos propos va susciter nombre de questions.

## DÉBAT

**M. le Président.** Le débat est ouvert. La parole est à M. Joyeux.

**M. Joyeux.** Monsieur Kepel, je vous poserai trois questions.

Premièrement, ne pensez-vous pas que les médias jouent un rôle et se font piéger par tous ceux qui essaient de développer une stratégie médiatique ? Ne serait-il pas préférable que certaines informations ne soient pas divulguées au grand public et soient conservées comme des secrets d'État (régérées entre l'État et les gouvernements concernés) ?

Deuxième point, ne pensez-vous pas que l'état actuel de tout ce que vous avez dit est moins relié au conflit israélo-palestinien ? En d'autres termes, le problème juif est peut-être moins important qu'il ne l'était, car il est en train de se généraliser vers tous les non islamiques ?

Enfin, les trois religions monothéistes ont un point commun à savoir, il y a 34 siècles, le décalogue. Or, le décalogue est constitué de dix paroles, trois pour les croyants et sept pour les incroyants, dont une est absolument fondamentale et a donné le permis d'humanité à l'Humanité, à savoir : « *Tu ne tueras pas* ».

En France, ne faudrait-il pas essayer de faire ressortir au moins cet élément du décalogue pour qu'il soit repris par tous les représentants des religions, et peut-être même de ceux qui n'en ont pas ? Je vous remercie.

**M. le Président.** Madame Ballaloud, qui a dû partir, voulait vous poser la question suivante : quel est l'impact de l'Islam radical en France et comment le contenir ?

La parole est à Monsieur Obadia.

**M. Obadia.** Monsieur Kepel, vous avez indiqué, à fort juste titre, que l'absence d'accompagnement politique - vous en parliez à propos de la Libye - aux interventions militaires débouchait sur une aggravation du chaos. C'est bien ce que l'on voit depuis plus de dix ans. Quel doit être le sens de ces initiatives politiques ? Je sais que c'est une question complexe, mais elle est importante.

Par ailleurs, quel est le lien de ces initiatives politiques avec la question sociale, la question du développement ? Lorsqu'on se réfère par exemple au développement du *Hamas* ou des *Frères musulmans*, on voit bien que ces mouvements s'enracinent dans la population à partir de leurs interventions sur les questions sociales.

**M. le Président.** Monsieur Kepel, vous souhaitez répondre à cette première série de questions. Vous avez la parole.

**M. Kepel.** Il y a matière à deux ou trois jours de conférence !

À propos des médias qui se font piéger. Oui, il y a le modèle médiatique de l'info à jet continu - l'une chassant l'autre sans cesse etc. - qui nous donne l'illusion d'être toujours branché. D'ailleurs, on peut être drogué à l'info médiatique, la regarder tout le temps car il y en a tout le temps et parce que cela permet de gérer sa relation interpersonnelle avec l'autre : « *Tu as vu cela ?* ». On peut éblouir son partenaire, etc. C'est un énorme problème de mise en perspective. Les chaînes de radio et de télévision qui ne font pas de réflexion là-dessus vont dans le mur. Leur fonctionnement est illusoire.

Sur l'Algérie, en effet, c'est ce qui est en train de se passer. Il y a un *blackout*. Cela a déjà été le cas lors de l'affaire algérienne dans les années 90. En effet, les opérations qui se déroulent aujourd'hui dans la région de Tizi Ouzou ne sont pas accessibles aux médias ; c'est assez clair.

Sur la différence avec ce qui s'est passé en Israël et Palestine, il faut relativiser. La semaine dernière, j'étais à une conférence à Alger. J'ai présenté ce qui me semblait être les choses les plus importantes aujourd'hui, en ne soulignant pas d'abord et avant tout la question du conflit israélo-palestinien. Je me suis fait alpaguer par une partie de la salle, disant que j'avais berné l'assistance en ne parlant pas de la centralité du conflit israélo-palestinien. J'étais soupçonné d'être pro-israélien de manière secrète, ce qui n'est pas forcément le cas.

Toutefois, les manifestations qui ont eu lieu en France cet été montrent que cet enjeu n'est pas du tout absent. Vous avez bien vu comment les images de bombardements, par l'armée israélienne, de civils, d'enfants, de femmes, de vieillards dans la bande de Gaza ont suscité des réactions d'indignation et de solidarité qui traditionnellement, en France, étaient générées par une partie du monde politique, du monde syndical - la CGT, le PC, le NPA - et qui d'une certaine manière ont cette année-ci été prises en otage par les mouvements islamistes, dont un certain nombre avaient participé à la manifestation pour tous.

C'étaient les premières manifestations contre la corruption sur la terre dans lesquelles se sont également glissés des mouvements d'extrême droite, Dieudonné/Soral dont j'ai pas mal parlé, développant un discours qui explique que, face à la mondialisation, aux élites sionistes etc. - vous comprenez le nom de code qu'il y a derrière - il fallait unir les enfants d'immigrés et les enfants de gaulois, et que c'était face à eux qu'ils devaient s'unir, un peu dans une logique qui, d'ailleurs, rappelle ce que Soral, lui-même, appelle à travers le titre de son dernier livre « *un national-socialisme à la française* ».

En France, un mouvement se passe auquel on ne prête pas suffisamment attention. Soral, c'est 400 000 vues dès qu'il poste quelque chose. Dieudonné est un grand amplificateur de cette opération. Dans les manifestations, vous avez vues des jeunes de toutes origines qui brandissaient un missile en carton tout en faisant la quenelle de l'autre main ; cela indique bien le mélange qui est en train de se produire.

En France, on a tous le droit de manifester sa solidarité avec les Palestiniens ; c'est absolument indéniable. On a aussi le droit de manifester sa solidarité avec Israël. Comment cela peut-il s'exprimer dans le cadre des droits respectés et promus par la République sans que cela ne se traduise par l'importation, sur le territoire français, de clivages communautaires et confessionnels du Moyen-Orient ? Encore une fois, c'est là quelque chose à laquelle on n'a pas très bien réfléchi, en particulier en se livrant à des réponses politiques qui, une fois de plus, ne sont pas du tout fondées sur la réalité de la connaissance telle que l'université peut la produire.

Sur le décalogue, je ne sais pas si cette assemblée est le lieu dans lequel... Je ne vois pas de crucifix, ni de *Torah*, ni de *Coran* au-dessus. Je ne sais pas ce qu'il faut faire. « *Tu ne tueras point* » serait en effet tout à fait opportun à opposer, sans aucun doute. Le problème, c'est qu'il y a des gens qui ont envie de tuer. Peut-être faut-il revenir aux origines et se trouver dans les sociétés auxquelles ce type d'injonction a été opposé.

Cela revient un peu à la dernière question de M. Obadia : dans quelle mesure l'enracinement social, économique, développementaliste est-il à la racine de tout cela ? Il ne faut donc pas « mettre la charrue avant les bœufs » et ne pas commencer par la répression, mais d'abord par les questions sociales ? Vous avez raison sur le fond, mais dans les faits, cela ne fonctionne pas, car on est obligé d'arrêter les gens qui reviennent de Turquie avec l'objectif de mettre une bombe dans le RER ou celui d'égorger je ne sais qui. Il faut mener les deux de front.

En disant cela, j'ai l'impression d'énoncer un truisme, mais encore faut-il investir dans la réflexion et la connaissance, ce qui n'est pas fait.

L'accompagnement politique comme aggravation du chaos. Oui, on ne peut que le constater ; mais il y a un seul exemple de réussite relative, en tout cas de non-échec, c'est le Mali. Au Mali, la situation a été stabilisée même si ce n'est pas encore parfait. Certes, le défi n'est pas de même nature. Il y a quelques centaines de combattants et, face à la puissance de *Daech*, ce n'est pas la même chose.

Toutefois, je crois que l'expérience malienne est une expérience sur laquelle il faut capitaliser. C'est cela qui a donné à la France un certain lustre dans les instances internationales. C'était peut-être moins compliqué que l'Irak ou la Lybie mais cela n'a pas été raté. Cela veut dire que les codes de l'adversaire avaient été cassés, qu'il y avait une compréhension.

En ce sens, peut-être que nos forces armées sont aujourd'hui celles de nos institutions qui ont le mieux compris la nature de l'adversaire, peut-être parce que c'est le mode de pensée militaire et suivant la réflexion menée en France. C'est aujourd'hui quelque chose dont d'autres devraient s'inspirer.

Sur l'Islam radical en France et comment le contenir ?

Comment le contenir ? Cela ne m'appartient pas, c'est votre choix.

Sur son analyse, en revanche, je renvoie Madame, à la lecture de mon livre, 93. Si je me lance là-dedans, c'est pour une autre conférence et l'on en aura jusqu'à demain matin. Je suis sûr que vous avez des choses plus intéressantes à faire !

**M. le Président.** Merci Monsieur Kepel. La parole est à M. Ritzenthaler.

**M. Ritzenthaler.** Monsieur Kepel, vous avez évoqué la difficulté majeure de notre société à garantir l'émancipation de chaque citoyen et comment ce phénomène avait contribué à exacerber les tensions et encore davantage par la situation internationale.

Quel peut être le rôle des acteurs sociaux, de la société civile, de la démocratie sociale, du tissu associatif pour contribuer à redonner du sens et faire société face à toutes ces populations ?

Pensez-vous qu'une initiative comme celle proposée actuellement par la confédération syndicale internationale de constituer un syndicalisme démocratique panarabe peut contribuer à améliorer ou faciliter les relations sociales dans ces secteurs ?

**M. le Président.** - La parole est à Monsieur Djebara.

**M. Djebara.** Monsieur Kepel, à vous entendre, j'ai l'impression que l'on a tiré en aucune façon les leçons du passé. Aujourd'hui, même s'il y a une donnée dans les engagements individuels qui est plus importante, la situation est assez comparable à ce que l'on a pu voir au moment de la guerre d'Afghanistan, voire au moment de la guerre en Yougoslavie avec des répercussions en France, je pense au gang de Roubaix.

On voit finalement, mais c'est la même question sur ce qui s'est passé suite à la marche pour l'égalité des droits, sur le fait que trente ans de politique d'intégration sociale n'ont pas marché. Nous devrions, enfin, nous interroger sur cela et comprendre que des mouvements positifs qui se sont passés ces dernières années Vous évoquiez un personnel politique qui correspond plus à la réalité de la France, des taux d'abstention qui ont baissé dans les quartiers populaires.

Ces éléments-là ne sont pas des éléments acquis. Rien ne serait pire pour notre pays que de régresser sur ces points.

Je pense que nous sommes à un carrefour et qu'il faut faire attention à une chose : faire en sorte que le débat intellectuel, le débat politique se complexifie un peu dans ce pays. La situation que vous nous avez exposée est assez révélatrice de cela : qui sait aujourd'hui dans la population française qu'au Liban, le Hezbollah chiite passe des alliances électorales et politiques avec la minorité chrétienne ?



**M. Kepel.**- Avec une partie de cette minorité.

**M. Djebara.**- Certes, mais cela montre que les choses ne sont pas noires et blanches.

Tout cela pour dire qu'à un moment donné, il faudra que nous ayons des solutions concrètes.

Je pense qu'il y a une chose qui est majeure aujourd'hui et qu'il faut méditer : la République n'a pas à reconnaître le fait religieux, en revanche la République a le devoir de connaître ce qui se passe sur son territoire et en particulier les faits religieux, pour les comprendre et prévenir un certain nombre de problèmes.

**M. Kepel.**- Je suis vraiment désolé mais je ne vais pas pouvoir prendre plus de questions, faute de temps.

Le rôle des associations, des élus, oui, c'est vrai que les acteurs de la démocratie sociale ont sûrement un rôle. Il ne s'agit pas de le nier, il est important car il est le piédestal de tout. Cela étant, sans le nier, ce qui s'est passé, qui est très important ces dernières années en France – cela a été souligné tout à l'heure - c'est qu'il y a eu un passage aux politiques. Il est important que le tissu social prépare aux responsabilités citoyennes dans le domaine politique.

Cela ne veut pas dire qu'il n'existe pas, mais s'il se limite à lui-même, il n'aboutira pas à grand-chose. C'est ce qui s'est passé dans les années 90 où les gens qui avaient fait la Marche des Beurs ont été « *grand-frérisés* », si j'ose dire. Finalement, ils n'étaient que des intermédiaires manipulés, ils n'arrivaient à rien.

Après, ils expriment ce qu'ils le veulent. Cela ne correspond peut-être pas à ce que l'on aimerait entendre d'eux mais à partir du moment où ils sont élus, ils sont élus. Ils s'intègrent. Ils ont d'autres stratégies. Ils s'intègrent dans les machines politiques, qui peuvent être clientélistes. Ils peuvent avoir tous les défauts du monde, mais en tout cas ils ne sont plus en dehors du système républicain. C'est fondamental.

Il me semble que c'est l'une des clés.

Le syndicalisme démocratique panarabe : après 35 ans d'expérience dans le monde arabe, je ne suis pas sûr d'y croire beaucoup mais on peut toujours espérer !

Il ne faut pas dire que 30 ans de politique d'intégration n'ont pas fonctionné ; cela n'a pas fonctionné comme on le voulait sans doute mais il y a eu des éléments positifs, et aussi des éléments négatifs. Dans une conjoncture atone économiquement, déprimante socialement, on ne voit plus que ce qui est catastrophique et on ne voit plus que *Daech*. Mais, *Daech*, cela fait 0,00001 % de la population concernée ! En même temps une bombe de *Daech*, demain, va remettre en cause beaucoup de choses.

Il faut arriver à proportionnaliser les choses. Cela pose la question des médias, qui ne s'intéressent jamais aux trains qui arrivent à l'heure mais à ceux qui déraillent.

Un exemple en rapport avec une question posée précédemment sur le rôle des associations, des élus. Après les émeutes de cet été, j'ai été consulté par les autorités. À ce propos, vous disiez que l'on n'était pas là pour reconnaître le fait religieux mais pour le connaître. Or, qu'a-t-on fait quand il y a eu les manifestations interdites à Sarcelles où c'était « enclave contre enclave » ? C'est la réalisation du rêve d'Abou Moussab al-Souri

Donc, après ces émeutes, cet été, j'ai beaucoup dit, y compris aux autorités qui, dans l'affolement, me consultaient à ce moment-là et qui sortaient tel ou tel représentant plus ou moins reconnu de l'Islam de France et du judaïsme, de les rassembler sur le perron de l'Élysée, de leur serrer la main et ensuite de les remettre dans leur voiture sans que cela n'ait beaucoup d'impact, j'ai dit : « *Nous avons des milliers d'élus dans les conseils municipaux issus des quartiers populaires, qui ne sont pas des représentants de ces populations, mais qui en sont issus, qui sont musulmans et juifs en particulier, voilà les intermédiaires auquel la République doit s'adresser.* »

Ce sont les élus de la République, personne n'y pense. On est dans un véritable déficit de réflexion.

Merci à vous. Je dois partir, mais il faut toujours sortir d'un repas avec un peu d'appétit !

*(Applaudissements)*

**M. le Président.**- Merci Monsieur Kepel. Mes chers collègues, je vous invite à vous rapprocher de tous les articles et ouvrages écrits par M. Kepel.

Lors de notre prochaine assemblée plénière, mardi 14 octobre 2014 – exceptionnellement à 14 heures - nous aurons trois points à l'ordre du jour :

- Élection d'un membre du Bureau ;\*
- Présentation du projet d'avis, *La protection maternelle et infantile*, présenté par Christiane Basset, rapporteure, au nom de la section des affaires sociales et de la santé, présidée par François Fondard ;
- Intervention de Philippe Léglise-Costa, Secrétaire général des affaires européennes sur la *Révision de la stratégie UE 2020* et débat.

La séance est levée.

\*  
\*            \*

*La séance est levée à seize heures cinq.*

*Prochaine séance le mardi 14 octobre 2014 à 14h.*